

**Nations unies - 18 ans du protocole
facultatif relatif à la convention sur
les droits de l'enfant concernant
l'implication des enfants dans les
conflits armés (OPAC) -
Intervention de la représentante
permanente adjointe de la France
auprès des Nations unies
(New York, 21 février 2018)**

Je me joins à la représentante permanente de la Colombie - la Colombie qui est en effet un bel exemple de réussite en matière de démobilisation des enfants - et au représentant permanent adjoint du Canada pour exprimer mes remerciements à Child Soldiers International, ainsi qu'au vice premier ministre de la Belgique Monsieur Reynders, à la Sierra-Léone, et ainsi qu'à nos éminents panélistes pour ces interventions éclairantes et, plus largement, pour vos efforts quotidiens pour la promotion et la mise en oeuvre de l'agenda "enfants dans les conflits armés", à la fois sur le plan normatif et sur le terrain, pour leur mise en oeuvre.

Cet agenda vous le savez, revêt pour la France un caractère absolument primordial.

Je souhaite également rappeler le plein soutien de la France à votre action, Madame Gamba, ainsi qu'au travail de l'UNICEF et à tous les acteurs de la société civile qui oeuvrent chaque jour pour la prévention des violations, pour la libération des enfants et pour leur réintégration.

Nous célébrons aujourd'hui un anniversaire qui n'a rien d'anodin, ne serait-ce que par son chiffre. Dix-huit ans ont passé depuis l'adoption du protocole facultatif relatif à la convention sur les droits de l'enfant portant sur l'implication des enfants dans les conflits armés.

1/ Aujourd'hui, ce texte fondateur forme, avec plusieurs jeux de principes et plusieurs résolutions du conseil de sécurité, ce que l'on pourrait appeler pour faire une analogie, un "bloc constitutionnel international" pour protéger les enfants dans les conflits armés et, en premier lieu, pour mettre fin au recrutement et à l'utilisation de tous les mineurs, garçons et filles de moins de 18 ans, dans les hostilités.

Cela a été dit, nous devons rester mobilisés pour préserver cet acquis et pour le renforcer parce qu'il est encore, tristement, d'actualité. 230 millions d'enfants vivent encore dans des zones de conflits armés et des dizaines de millions sont directement affectés. C'est dans les écoles que les enfants doivent se trouver, et non sur un champ de bataille. Rien qu'au Moyen-Orient, plus de 15 millions d'enfants sont empêchés d'aller en classe : et nous ne pouvons tolérer ces "générations perdues", comme cela est aujourd'hui en train de se produire en Syrie.

C'est pourquoi la France appelle tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait à signer et ratifier ce protocole et à endosser les principes et engagements de Paris, ainsi qu'à endosser les principes de Vancouver, qui en sont en effet un complément très utile, ainsi qu'à se joindre à la déclaration pour la sûreté des écoles.

Je tiens à rappeler que cette "constitution internationale" pour les droits des enfants n'est pas incantatoire. Cela est suivi d'effets, comme Michael Brant vient de le souligner. Depuis l'an 2000, on estime que plus de 115.000 enfants ont été libérés de forces armées ou de groupes armés, même si ces nombres sont toujours difficiles à évaluer.

2/ Madame Soteli a souligné tout à l'heure les récents progrès réalisés au Soudan du Sud avec la libération de plus de 300 enfants et encore plusieurs centaines à venir. Je souhaiterais également dire un mot sur la nouvelle dynamique positive qui a été insufflée à New York au cours des derniers mois.

Le rapport du secrétaire général, grâce à une judicieuse innovation sur le format des listes, est aujourd'hui encore plus incitatif. Nous pouvons donc nous en féliciter, d'autant qu'il s'agissait d'un des objectifs initiaux des résolutions 1539 et 1612, qui ont adoptées en 2004 et 2055 à l'initiative de la France et notamment à l'initiative de l'ambassadeur Jean-Marc de la Sablière qui a fait preuve de beaucoup de ténacité et de conviction sur ces sujets.

Au mois d'octobre, sous la présidence française du conseil de sécurité, nous avons pu nous concentrer sur le fond des enjeux, d'abord à l'occasion de la réunion en format Arria sur les attaques contre les écoles et ensuite lors du débat ouvert qui s'est tenu le 31 octobre sous la présidence du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian. La France reste pleinement mobilisée pour maintenir cette dynamique et pour renforcer l'agenda, en faisant oeuvre commune au conseil de sécurité avec la présidence suédoise du groupe de travail, dont je tiens à saluer l'excellent travail.

3/ Cette dynamique à New York doit bien sûr s'accompagner de nouveaux progrès encore sur le terrain.

Monsieur Jean-Yves Le Drian, le ministre français de l'Europe et des affaires étrangères, a décliné au conseil une action en quatre temps pour renforcer l'analyse et le rassemblement de l'information (i), pour renforcer la prévention (ii), pour renforcer également notre action pour la protection et la libération des enfants (iii) et, enfin, pour lutter contre l'impunité et assurer la réintégration (iv).

Je crois que ces axes de travail épousent tout à fait votre vision, Madame Gamba, lorsque vous évoquiez le travail restant à accomplir avec les organisations régionales, pour mettre en oeuvre les bonnes pratiques et la poursuite de votre engagement pour l'adoption et la mise en oeuvre des plans d'action dont l'importance doit toujours être soulignée.

Il est d'ailleurs essentiel que ces plans d'action soient mis en oeuvre pour mettre fin à toutes les violations et nous devons veiller à ce que cela soit pris en compte, y compris pour les Etats et

les groupes qui ont déjà accompli des progrès s'agissant du recrutement et de l'utilisation.

S'agissant de la prévention, notre agenda doit permettre d'affronter de manière constructive la réalité pour mieux protéger les enfants : il faut mieux répondre, collectivement, aux méthodes de recrutement nouvelles, notamment celles employées par les groupes armés non étatiques qui commettent des actes de terrorisme.

S'agissant de la réintégration, et je sais combien nous sommes tous ici engagés sur ce sujet : nous devons mieux prendre en compte les traumatismes subis, la stigmatisation dont les enfants peuvent être victimes à leurs retours. Nous devons mesurer à sa juste proportion le courage d'un enfant qui quitte un groupe armé sans savoir où il retourne. Le suivi psychosocial est particulièrement important à cet égard. Cet effort est la meilleure garantie pour empêcher les nouveaux recrutements d'enfants pourtant séparés. Les situations en République Centrafricaine ou encore au Soudan du Sud interrogent aujourd'hui très clairement notre capacité collective à répondre à ces enjeux.

Nous devons aussi nous donner les moyens de nos ambitions, cela a été dit. Pour cela, il est indispensable que nos opérations de maintien de la paix puissent intégrer des équipes de protection de l'enfance suffisamment étoffées pour accomplir leur difficile travail sur le terrain. Quand on songe qu'une vingtaine de personnes - et il s'agit de la plus grande équipe pour la protection de l'enfance, celle de la MONUSCO - parvient, avec le concours de l'UNICEF, à séparer chaque année des milliers d'enfants des groupes armés en République Démocratique du Congo, cela force l'admiration. Cela doit aussi nous amener à penser que ces deniers sont bien dépensés !

En conclusion, nous devons continuer d'assumer, ici et sur le terrain, notre responsabilité collective : les enfants représentent l'avenir des sociétés frappées par la guerre et c'est sur eux que reposent les espoirs de réconciliation, de reconstruction et de progrès. La France restera pleinement mobilisée pour garantir leur protection et leur éducation.

Merci./.